

PROCOLE N° 10.

SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 1886.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les États-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour la Russie:

M. Schévitch;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège, et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour Hawaii:

M. Irwin;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben.

Le Président fait connaître que le texte officiel du dernier protocole n'a pu être préparé à temps pour être soumis à la signature à la séance de ce jour, et propose, en conséquence, que la signature de ce document, dont les Délégués ont, d'ailleurs, entre les mains des exemplaires autographiés, soit renvoyée à la prochaine séance.

Aucune objection n'étant faite à ce qu'il soit ainsi procédé,

PROCOL N° 10.

MEETING OF THE 15TH NOVEMBER 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For Russia:

Mr. Schévitch;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Hawaii:

Mr. Irwin;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben.

The President announced that it had been impossible to prepare the official text of the Protocol of the last meeting of the Conference in time for signature at the present meeting; and he proposed, in consequence, that the signature of this document, hectograph copies of which were already in the hands of the Delegates, should be postponed until the next sitting.

No objection having been made to this course being taken,

Le Président dit avoir une observation à faire sur le protocole, et donne, en conséquence, lecture du discours suivant :

“Le Délégué de France a formulé, à la fin de la dernière séance, des observations que je n'avais pas jugé nécessaire de relever sur l'heure, car je ne pensais pas qu'elles dussent figurer au protocole. Mais du moment où ces observations ont été reproduites, je ne puis me dispenser, et je me dois à moi-même, d'y revenir aujourd'hui.

“Le Délégué de France a cru devoir attirer l'attention sur l'attitude prise par moi à la dernière séance à l'occasion de l'amendement du Délégué de Russie. Il a constaté que l'honorable Délégué de Russie n'avait pas plus tôt terminé la lecture de sa déclaration, que le Président s'est levé avec vivacité pour approuver l'amendement proposé par M. Schévitch. Il a fait observer qu'il lui semblait qu'il aurait pu s'attendre à un peu plus d'impartialité, au moins dans la forme; et il a ajouté que le rôle du Représentant du pays avec lequel on négocie devrait être d'attendre que toutes les opinions individuelles se soient produites avant d'exprimer celle de son Gouvernement.

“Le Délégué de France me paraît avoir perdu de vue le fait que je ne suis pas seulement Président de cette Conférence, honneur que je dois à vos suffrages, Messieurs, mais que je suis aussi le premier Plénipotentiaire du Japon, de par la volonté de sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain.

“Je dois avouer que je n'ai pas entendu sans surprise les observations auxquelles je viens de faire allusion, car j'ai toujours rempli et je continuerai à remplir, autant qu'il est en pouvoir, les devoirs qui m'incombent comme Président, avec toute la courtoisie et toute l'impartialité désirables. Le Délégué de France se rappellera qu'à la dernière séance, alors que j'avais le droit, comme Président, de parler le premier, j'ai, sur sa demande, renoncé à ce droit en sa faveur.

“En ma qualité de Plénipotentiaire du Japon, d'ailleurs, j'ai toujours, et dès l'origine, considéré comme de mon devoir de ne laisser, autant que possible, subsister aucun doute sur les vues que je puis professer à l'égard de tout nouvel amendement présenté, et j'ai constaté,

The President stated that he desired to make an observation on the Protocol, and accordingly read the following speech:—

“The Delegate of France made some observations at the close of our last meeting, of which I did not think it necessary to take notice at the time, because I was under the impression that they would not appear in the Protocol. As, however, those observations have been recorded, I cannot refrain, in justice to myself, from taking this opportunity of referring to them now.

“The Delegate of France thought fit to draw attention to the action I took at the last meeting in respect to the amendment of the Delegate of Russia. He observed that ‘the honorable Delegate of Russia had no sooner finished reading his declaration than the President rose abruptly to signify his approval of the amendment proposed by the Delegate of Russia;’ it appeared to the Delegate of France that ‘he might have expected a little more impartiality, at least in form;’ and he added that ‘the duty of the Representative of the country with which negotiations were being carried on was to wait until all individual opinions had been pronounced before expressing that of his Government.’

“It seems to me that the Delegate of France has lost sight of the fact that I am not only the President of this Conference, an honor which I owe to you, Gentlemen, but that I am also the First Plenipotentiary of Japan by nomination of His Majesty the Emperor, my August Sovereign.

“I was, I must confess, surprised at the observations to which I have referred, because I have discharged, and shall continue to discharge, to the utmost of my ability, the duties which devolve upon me as President with courtesy and impartiality to all. The Delegate of France will remember that at the last meeting when I had the right, as President, to speak first, at his request I waived that right in his favour.

“In my capacity as Japanese Plenipotentiary, however, I have from the first considered it my duty to allow, as far as possible, no doubt to exist as to the views I may hold in respect to any amendment which is brought forward; and I have noted with pleasure that the

non sans plaisir, que les opinions que j'ai eu l'honneur d'exprimer au nom de mon Gouvernement n'ont pas été sans influence sur les décisions de la Conférence. Ce résultat, je l'attribue non seulement au bon vouloir des membres de la Conférence, désireux de répondre, dans la mesure du possible, aux vœux du Gouvernement Japonais, mais aussi à ce fait que les Délégués étrangers reconnaissent la véritable situation qu'occupe le Japon à cette Conférence, et se rendent compte que cette situation est celle d'une Puissance indépendante traitant avec d'autres Puissances indépendantes pour la révision de contrats internationaux.

“Aussi, en réponse aux observations faites par le Délégué de France sur la façon dont, comme Représentant du Japon, je me suis acquitté de mes devoirs dans les circonstances dont il s'agit, il me faut déclarer que je ne dois, à cet égard, compte de mes actes qu'à Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, qui m'a confié l'honneur de représenter le Japon à cette Conférence.

“Enfin, en ce qui concerne l'affirmation du Délégué de France qu'il était resté, à la suite de certains entretiens avec moi et avec un autre membre du Cabinet, sous l'impression que les codes japonais devaient être traduits en diverses langues étrangères, je n'hésite pas à déclarer que je n'ai jamais, ni à la Conférence ni en dehors, pris aucun engagement vis-à-vis du Délégué de France au sujet de l'admission de plus d'une langue étrangère devant les tribunaux japonais, et que je n'ai officiellement aucune connaissance des déclarations en ce sens attribuées par lui à un de mes collègues du Cabinet.”

M. Sienkiewicz constate qu'à des observations très-courtes faites par lui à la fin de la dernière séance, le Président de la Conférence, ou le Délégué du Gouvernement Japonais,—si ce n'est l'un et l'autre à la fois,—répond par un long discours soigneusement préparé, contrairement à l'usage ordinaire qui veut que l'on relève immédiatement des observations de cette nature, si l'on a l'intention de les relever. Il s'efforcera, quant à lui, de répliquer séance tenante, et en quelques mots, aux points essentiels de ce discours.

“opinions I have had the honor to express on behalf of my Government have not been without influence on the decisions of the Conference. This result I attribute not only to a readiness on the part of the members of the Conference to meet, as far as possible, the wishes of the Japanese Government, but also to the fact that they recognize the true position of Japan at this Conference, namely, as that of an independent Power treating with other independent Powers for the revision of international agreements.

“With regard, therefore, to the observations of the Delegate of France on the manner in which, as the Representative of Japan, I discharged my duties on the occasion in question, I must declare that I am, in this respect, responsible only to His Majesty the Emperor, my August Sovereign, who has confided to me the honor of representing Japan at this Conference.

“Finally, as regards the statement of the Delegate of France that he had, in consequence of certain conversations with me and some other member of the Cabinet, remained under the impression that the Japanese Codes would be translated into several foreign languages, I have no hesitation in declaring that I have never, either in the Conference or out of it, made any engagement with the Delegate of France with reference to the introduction of more than one foreign language in the Japanese Courts; and that I have no official knowledge of the statement attributed by him to one of my Colleagues in the Cabinet.”

Mr. Sienkiewicz stated that the President of the Conference, speaking either in that capacity or as the Delegate of the Japanese Government, if indeed it were not in both capacities at the same time, had, contrary to ordinary usage, according to which immediate notice was taken of observations of this nature, if it was intended to call attention to them, replied in a long and carefully prepared speech to some very short observations made by the Delegate of France at the close of the last sitting. For his part he would endeavor to reply at once, and in a few words, to the essential points in that speech.

Le Comte Inouyé soutient, notamment, que ni lui-même ni aucun autre membre du Cabinet n'a jamais pris vis-à-vis de lui aucun engagement au sujet des langues étrangères qui seraient employées devant les tribunaux. Or, le Délégué de France n'a nullement parlé d'engagements pris, et n'a pas fait allusion à la langue des tribunaux. Il s'est borné à dire que Son Excellence le Ministre des Affaires Étrangères et un de ses collègues, au cours d'entretiens privés, lui avaient déclaré, comme s'il s'agissait d'une chose allant de soi, que des traductions des codes seraient faites en diverses langues, et il ne peut que répéter ces paroles, qui sont les propres termes dont a fait usage le Comte Inouyé.

En ce qui concerne l'argument que fait valoir le Comte Inouyé, à savoir qu'il est avant tout le Délégué du Gouvernement japonais, M. Sienkiewicz ne pense pas que cette qualité doive le dispenser, comme Président de la Conférence, d'avoir envers un Délégué étranger les égards nécessaires, alors même qu'il ne lui devrait pas ces égards en qualité de Représentant du pays avec lequel on négocie.

Enfin, le Comte Inouyé proteste hautement qu'il ne doit compte de ses actes qu'à son Auguste Souverain. M. Sienkiewicz n'a jamais songé à contester ce fait, qui, d'ailleurs, n'a aucun rapport avec la question; mais il se permet de rappeler que lui aussi est responsable vis-à-vis du Gouvernement qu'il a l'honneur de représenter. Le Délégué de France déclare, en conséquence, qu'il se trouve, à son grand regret, dans la nécessité de maintenir, sans y rien changer, les observations faites par lui à la dernière séance.

M. von Holleben donne lecture du discours suivant:

"Dans le discours que le Délégué de France a prononcé à la dernière séance, se trouve le passage suivant (page 12 du protocole):

"Il est vrai que mon honorable collègue d'Allemagne a renoncé à l'emploi de sa 'langue nationale'".

"Je me permettrai de faire observer à mon honorable collègue le Délégué de France qu'on ne renonce qu'à des droits. Or, je ne

Count Inouyé had amongst other things maintained that neither he, nor any other member of the Cabinet had ever entered into any engagement with him on the subject of the foreign languages which would be employed in the Courts. The Delegate of France had not said a word about engagements entered into, and had not alluded to the language of the Courts. He had confined himself to the statement that His Excellency the Minister for Foreign Affairs and one of his Colleagues had, in the course of private conversations, declared to him, as if it were a matter of course, that translations of the Codes would be made in several languages, and he must consequently repeat those words which were the exact expression made use of by Count Inouyé.

With regard to the argument put forward by Count Inouyé, namely, that he was, before everything, the Delegate of the Japanese Government, Mr. Sienkiewicz did not think that the fact that he acted in this capacity relieved him, as President of the Conference, from the obligation of showing the necessary consideration towards a Foreign Delegate, even if he did not owe that consideration in his position as Representative of the country with which negotiations were being carried on.

Count Inouyé had finally protested strongly that he owed an account of his actions to his August Sovereign alone. Mr. Sienkiewicz had never thought of contesting this fact, which, however, had no connection whatever with the question; but he must allow himself to point out that he also was responsible to the Government which he had the honor to represent. The Delegate of France, accordingly, declared that he found himself, to his great regret, under the necessity of adhering to the observations made by him at the last sitting, without changing any thing.

Mr. von Holleben read the following speech:—

"In the speech which the Delegate of France pronounced at the last sitting there appears the following passage (page 12 of the Protocol):—

"It is true that my honorable Colleague of Germany has renounced the use of his 'national language.'"

"I venture to observe to my honorable Colleague the Delegate of France, that renunciation can only be made when there are

saurois admettre que ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne aient aucun droit à l'emploi de leurs langues nationales devant des tribunaux japonais. C'est au Japon seul qu'appartient ce droit. Il est vrai que le Japon, en vertu de considérations d'ordre purement pratique, a renoncé, en partie et pour un temps, à l'usage de sa langue dans les nouveaux tribunaux, et que, pour les mêmes considérations d'ordre purement pratique, on a jugé devoir constituer un privilège en faveur de la langue anglaise, en l'adoptant comme langue judiciaire étrangère.

"Il n'était pas en mon pouvoir de renoncer à un privilège analogue, car, ce privilège, je ne l'ai jamais réclamé, et la seule autorité compétente, le Gouvernement Japonais, ne me l'a jamais offert. En acceptant l'amendement de mon honorable collègue le Délégué de Russie, j'ai parfaitement satisfait aux intérêts qui me sont confiés et dont je me crois ici, du reste, seul juge".

M. Sienkiewicz, en réponse aux observations M. von Holleben, fait remarquer qu'il est évident qu'en disant que le premier Délégué d'Allemagne avait renoncé à l'emploi de sa langue nationale, il a voulu dire simplement que son honorable collègue avait renoncé à réclamer l'emploi de l'allemand. L'expression qu'il a employée n'avait et ne pouvait avoir d'autre sens que celui-là.

Le Président rappelle qu'à la dernière séance de la Conférence, l'acceptation définitive de l'amendement proposé par le Délégué de Russie avait été ajournée. Le Délégué des Pays-Bas n'avait accepté l'amendement qu'en principe, et le Délégué de France avait réservé son vote. Le Président considère que le règlement de cette question encore en suspens est le premier point dont doit occuper la Conférence à la présente séance. Il demande, en conséquence, aux deux honorables Délégués de vouloir bien faire connaître leur opinion.

M. Sienkiewicz donne lecture d'une déclaration ainsi conçue:

"Son Excellence le Président a invité les Délégués étrangers, lors de la séance du 9 de ce mois, à se prononcer sur un amendement de l'honorable Délégué de Russie.

"Cet amendement, conçu dans un esprit de

rights to be renounced. I cannot admit that either France, England, or Germany has any right to the use of its national language in Japanese Courts. This right belongs to Japan alone. It is true that Japan, for reasons of a purely practical nature, has renounced, in part and for a time only, the use of her language in the new Courts, and for reasons of the same purely practical nature, it has been thought fit to establish a privilege in favor of the English language by adopting it as the foreign judicial language.

"It was not in my power to renounce a similar privilege, for I have never claimed such a privilege, and the only competent authority, the Japanese Government, has never offered it to me. In accepting the amendment of my honorable Colleague, the Delegate of Russia, I have fully satisfied the interests which are confided to my charge, and of which I consider myself, moreover, to be the sole judge here."

Mr. Sienkiewicz, in reply to the remarks of Mr. von Holleben, observed that in saying that the First Delegate of Germany had renounced the use of his national language, he had meant simply to say that his honorable Colleague had renounced the right of claiming the use of German. The expression which he had employed had not, and could not possibly have had any other meaning than that.

The President observed that at the last meeting of the Conference, the final acceptance of the amendment proposed by the Delegate of Russia had been postponed. The Delegate of the Netherlands had only accepted the amendment in principle, while the Delegate of France had reserved the expression of his opinion. He thought, therefore, that the settlement of this question, which still remained open, was the first business before the Conference at the present meeting. He, therefore, requested those two honorable Delegates to be so good as to state their opinions.

Mr. Sienkiewicz read the following declaration:

"His Excellency the President invited the Foreign Delegates at the sitting of the 9th instant to give their opinions on an amendment proposed by the honorable Delegate of Russia:

"This amendment, which is conceived in a

"conciliation, apporte, je me plais à le reconnaître, quelques tempéraments à ce que le paragraphe d de l'Article V du projet japonais a d'exclusif relativement à l'emploi des langues étrangères devant les tribunaux japonais.

"Quant à l'Article III, qui a pour moi une grande importance, vu qu'il statue sur la langue dans laquelle mes nationaux pourront consulter les codes japonais, lecture en a été donnée au début de cette même séance du 9 de ce mois; mais, s'il a été soumis au vote de la Conférence, ç'a été plutôt par voie d'omission.

"Portant, dès lors, mon vote sur l'Article III aussi bien que sur l'amendement de M. Schévitch, j'ai l'honneur de déclarer que cet article et cet amendement ne saureraient pas suffisamment, par l'ensemble des dispositions qu'ils contiennent, les intérêts de mes nationaux, je ne les puis accepter qu'*ad referendum*.

M. van der Pot, à son tour, donne lecture de la déclaration suivante:

"Si, à notre dernière séance, j'ai pris la liberté de réserver mon vote sur la proposition de mon honorable collègue le Délégué de Russie, c'est surtout parce que, à la première lecture des amendements apportés par lui à l'Article V du projet anglo-allemand, il m'avait paru que le paragraphe d abandonnait, pour la langue anglaise, le caractère officiel que le projet lui accordait, et réduisait ce caractère à celui de langue étrangère judiciaire des tribunaux. Les trois Gouvernements que j'ai l'honneur de représenter à cette Conférence ayant respectivement accepté le principe du projet de Convention en question, qui reconnaissait à la langue anglaise le caractère de langue officielle, j'avais hésité à renoncer à une partie des concessions auxquelles avait déjà accédé le Gouvernement Japonais lorsqu'il a accepté ce projet de convention, avant de m'être bien assuré que ces amendements offraient une compensation suffisante pour ce que l'on abandonnerait. Une étude attentive des divers paragraphes qui suivent le paragraphe d dans l'amendement du Délégué de Russie, m'a montré que d'amples précautions sont prises pour assurer une bonne administration de la justice à l'égard de tous les étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, et que mon honorable collègue de Russie regagne largement le terrain perdu par lui dans le paragraphe d, en même temps que les commentaires

"spirit of conciliation, introduces, as I am glad to recognize, certain modifications into the exclusive stipulations of paragraph d of the Japanese Project regarding the use of foreign languages in Japanese Courts.

"As regards Article III, which has for me great importance, inasmuch as it determines the language in which my nationals will be able to consult the Japanese Codes, although it was read at the beginning of the same sitting of the 9th instant, it was not submitted formally to the vote of the Conference.

"Bringing, therefore, my vote to bear upon Article III, as well as upon the amendment of Mr. Schévitch, I have the honor to declare that, as the stipulations of that Article and of that amendment do not, as a whole, sufficiently safeguard the interests of my nationals, I can only accept them *ad referendum*.

Mr. van der Pot read the following declaration:

"If at our last meeting I took the liberty to reserve my vote on the proposition of my honorable Colleague the Delegate of Russia, it was chiefly because at the first reading of the amendments introduced by him in Article V of the Anglo-German Project, it appeared to me that in paragraph d the official character accorded to the English language by that Project had been abandoned and reduced to that of the foreign judicial language of the Courts. The three Governments which I have the honor to represent at this Conference having severally accepted the principle of the Draft Convention in question, which recognized the official character of the English language, I felt some hesitation in surrendering a portion of what had already been acceded to by the Japanese Government when they accepted the Draft Convention, before I had assured myself that those amendments offered a suitable equivalent for what was given up. A careful study of the various paragraphs of the amendments of the Delegate of Russia subsequent to paragraph d shows me that ample provision is made for the fair administration of justice to all nationalities, and that my honorable Russian Colleague fully recovers the ground he has lost in that paragraph, whilst his explanatory remarks clearly indicate the reasons which have led to the courteous form of his amendment. I take it for granted

"dont il a accompagné sa proposition font clairement ressortir les raisons qui lui ont dicté la forme courtoise qu'il a su donner à son amendement. Je tiens pour assuré que le texte de l'Article III du projet de Convention déclarera expressément que le texte anglais des divers codes sera le texte qui fera foi, en cas de divergence ou de dissentiment, et puisque ni l'un ni l'autre de mes honorables collègues de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique ne revendique pour la langue anglaise une situation supérieure à celle de langue étrangère judiciaire des tribunaux, il ne m'appartient pas d'insister sur ce point.

"En conséquence, je suis heureux d'exprimer les trois votes dont j'ai l'honneur de disposer, en faveur de l'amendement proposé par mon honorable collègue le Délégué de Russie à l'Article V du projet de Convention."

Sir Francis Plunkett dit qu'il ne juge pas nécessaire d'insister sur l'intérêt avec lequel il a suivi les déclarations de ses honorables collègues les Délégués de France et des Pays-Bas. Il est heureux de voir que celui-ci accepte l'amendement de M. Schévitch; mais, à l'égard de son collègue de France, il regrette d'avoir à constater que, bien qu'il ait été nettement établi, dès le moment où le projet anglo-allemand a été soumis à la Conférence, que cette question de la langue des codes et des tribunaux était de la plus grande importance, M. Sienkiewicz ne se trouve pas encore à même de formuler une opinion plus précise que celle que vient d'entendre la Conférence. Etant donné que ce point spécial avait été, depuis plusieurs mois déjà, soumis par ses soins à la considération de son propre Gouvernement, Sir Francis Plunkett se croyait en droit de supposer que le Gouvernement français devait, de son côté, en posséder une connaissance non moins complète. Cette question étant à ses yeux d'une importance capitale, et considérant qu'il ne faut pas grand temps pour recevoir des instructions par le télégraphe, il propose que la Conférence suspende ses séances jusqu'à ce que le Délégué de France se trouve en mesure de se prononcer sans réserve sur ce point.

M. Sienkiewicz fait observer que la condition sous laquelle il déclare accepter, et sous laquelle seule il peut accepter, l'amendement présenté par le Délégué de Russie, constitue une forme de

"that the wording of Article III of the Draft Convention will expressly declare the English text of the different Codes to be the authentic and conclusive text in case of any difference or dispute, and since neither of my honorable Colleagues for Great Britain and the United States of America vindicates the right of the English language to take a higher rank than that of the foreign judicial language of the Courts, I need not insist on the point.

"I therefore have much pleasure in giving the three votes entrusted to me in favor of the amendment proposed by my honorable Colleague the Delegate of Russia in Article V of the Draft Convention."

Sir Francis Plunkett said that it was unnecessary for him to lay stress upon the interest with which he had listened to the declarations of his honorable Colleagues the Delegates of France and of the Netherlands. He was glad to notice that the latter accepted the amendment of Mr. Schévitch, but, in the case of his French Colleague, he regretted to observe that, although it had been clearly understood from the moment when the Anglo-German Project had been submitted to the Conference, that this question of the language of the Codes and of the Courts was one of the first importance, Mr. Sienkiewicz was still unable to give a more definite expression of opinion than that to which the Conference had just listened. Judging from the fact that this point had been brought to the notice of his own Government by Sir Francis Plunkett some months ago, the Delegate of Great Britain thought he was not mistaken in supposing that the Government of France must be also thoroughly acquainted with the subject. As this question was, in his opinion, one of vital importance, and as it was possible to receive telegraphic instruction without much delay, he proposed that the Conference should suspend its sittings until the Delegate of France was in a position to give his opinion upon the subject without reserve.

Mr. Sienkiewicz observed that the condition which he had attached to his acceptance of the amendment presented by the Delegate of Russia, and under which alone he could accept it, was

réserves constamment employée dans toutes les Conférences, et qui n'a nullement pour effet d'entraîner l'interruption des négociations. L'honorable M. Hubbard n'a-t-il pas déclaré ici même, à plusieurs reprises, qu'il ne pouvait rien accepter qu'*ad referendum*? Il est évident qu'avant de pouvoir se prononcer définitivement, il faut que le Gouvernement français connaisse toutes les opinions qui ont pu se faire jour sur la question, et comme il serait fort difficile de lui rendre compte dans un télégramme de toutes les discussions qui ont eu lieu à la dernière séance, le Délégué de France a cru devoir adopter une forme de vote qui ne préjugéât en rien l'accueil final que son Gouvernement jugera devoir faire à l'amendement proposé.

M. Hubbard remarque que son honorable collègue le Délégué de France s'est référé à la déclaration faite par lui qu'il n'acceptait également qu'*ad referendum* l'amendement en question. M. Hubbard tient à bien établir qu'il ne saurait rien accepter, au nom de son Gouvernement, de ce qui se fait à la Conférence, sans que cette acceptation soit *ad referendum*. L'adhésion donnée par lui, comme Délégué des Etats-Unis, à une proposition, ne préjuge en rien la décision finale de son Gouvernement. Le Sénat américain se réserve le droit absolu de ratifier ou de rejeter tout traité conclu entre les Etats-Unis et d'autres Puissances. Le Président se rappellera que, dans le cas du traité d'extradition récemment conclu entre les Etats-Unis et le Japon, le Sénat n'a ratifié ce traité qu'après y avoir introduit certaines modifications. Il paraît à M. Hubbard, d'après ce que vient de dire le Délégué de France, que son honorable collègue et lui-même se trouvent dans la même situation. Ils acceptent l'un et l'autre l'amendement de M. Schévitch, mais ils l'acceptent l'un et l'autre *ad referendum*. Il ne doute pas que le sens de cette formule, dans les conditions où l'emploie son honorable collègue de France, ne soit celui-ci, que, sauf le cas où son Gouvernement refuserait d'accepter l'amendement, M. Sienkiewicz lui-même l'acceptera.

M. Sienkiewicz rappelle qu'en agissant comme il le fait, il pourrait s'autoriser précisément de l'exemple des plénipotentiaires anglais, qui font un fréquent usage de la formule *ad referendum*. Dans les comptes-rendus de la Conférence pour le libre usage du canal de Suez, pour ne citer

a form of reservation constantly employed in all Conferences, and which, in no way, necessitated the interruption of negotiations. Had not the honorable Mr. Hubbard himself repeatedly declared at this Conference that he could accept nothing except *ad referendum*? It was clear that before it could express its own definite opinion, it was necessary that the French Government should know all the opinions which had been formulated on the question, and, as it would be very difficult to furnish it by telegraph with an account of all the discussions which had taken place at the last sitting, the Delegate of France had thought fit to adopt a form of vote which his Government might deem it necessary to give to the proposed amendment.

Mr Hubbard said that his honorable Colleague the Delegate of France had alluded to the fact that he (Mr Hubbard) had stated that his acceptance of the amendment in question was also *ad referendum*. He begged to inform the Conference that, on behalf of his Government, he must accept every thing done in the Conference *ad referendum*. His own acceptance of any proposal, as the Delegate of the United States, in no way affected the final decision of his Government. The Senate of the United States reserved to itself the right of ratification or rejection in regard to all treaties concluded between the United States and foreign countries. The President would remember that in the case of the extradition treaty, recently concluded between the United States and Japan, certain amendments were introduced by the Senate before ratification. It seemed to him from what the French Delegate had said that his honorable Colleague and himself were in the same position. They both accepted the amendment of Mr Schévitch, but both accepted it *ad referendum*. What was meant by this formula, as used by his honorable French Colleague, he felt assured, was that, unless the Government of France refused to accept the amendment in question, he (Mr. Sienkiewicz) would accept it.

Mr. Sienkiewicz remarked that the action which he had taken was warranted precisely by the example of English Plenipotentiaries, who made frequent use of the formula *ad referendum*. In the records of the Conference for the free use of the Suez Canal, to

que celle-là, on voit dans des cas fort nombreux Sir Julian Pauncefote recourir à cette forme d'acceptation conditionnelle.

M. Neyt, étant donnée l'importance que certains membres de la Conférence semblent vouloir attacher aux réserves que le Délégué de France a cru devoir faire en formulant son vote sur l'amendement proposé par le Délégué de Russie, considère qu'il est de son devoir de réitérer une déclaration qu'il a déjà faite précédemment à plusieurs reprises, à savoir qu'il n'est autorisé à accepter d'une façon formelle aucune proposition, ni à prendre aucune initiative, si ce n'est *ad referendum*, c'est-à-dire en réservant absolument à son Gouvernement le droit d'acceptation définitive. Il est, à la vérité, autorisé à négocier et à voter sur les bases établies par le projet anglo-allemand; mais le seul engagement qu'il puisse prendre est de recommander à l'acceptation de son Gouvernement telles propositions qui lui paraîtraient mériter un accueil favorable. Il est bien entendu qu'avant de signer le traité, il aura à en soumettre le texte à Bruxelles.

M. Schévitch dit qu'il lui semble que tous les Délégués se trouvent dans le même cas. Tous ont le pouvoir d'accepter des propositions, mais à la signature près. Il va de soi, pour ce qui est de ce dernier point, que chaque Délégué, avant de signer le traité, devra s'assurer de l'assentiment de son Gouvernement.

M. de Martino fait observer qu'il est bien évident que tous les Délégués ne peuvent accepter qu'*ad referendum*. L'œuvre tout entière de la Conférence n'est-elle pas conditionnelle? Quelle autre signification pourrait-on attacher à la ratification de tous les traités et de toutes les conventions? Mais il existe une différence substantielle entre cet "*ad referendum*" général et implicite, et l'"*ad referendum*" qui constitue une déclaration expresse et formelle, visant spécialement tel article ou tel point particulier qui se trouve en discussion. Si dans la pensée de l'honorable Délégué de France, son expression: "Je ne les puis accepter qu'*ad referendum*" n'a d'autre sens que celui de la formule usuelle d'acceptation, tout est pour le mieux.—Si, au contraire, le Délégué de France a voulu donner à sa réserve une signification particulière, substantiellement différente de celle qui s'attache

take only one instance, Sir Julian Pauncefote appeared in a great number of cases as having had recourse to this form of acceptance.

Mr. Neyt said that, in view of the importance which certain members of the Conference appeared anxious to attach to the reservations which the Delegate of France had thought it necessary to make in formulating his vote upon the amendment proposed by the Delegate of Russia, he considered that he ought to repeat a declaration which he had already made on several occasions, namely, that he was not authorized to accept in a formal manner any proposition, or to take any action except *ad referendum*, namely, reserving absolutely to his Government the right of final acceptance. He was certainly authorized to negotiate and to vote on the basis established by the Anglo-German Project, but the only engagement into which he was able to enter was to recommend to his Government for acceptance such propositions as appeared to him to merit a favorable reception. It was clearly understood that before signing the Treaty he would have to submit its text to Brussels.

Mr. Schévitch said that, in his opinion, all the Delegates were in the same position. They had all power to accept, but their powers stopped short of signature. It was, therefore, clear that, so far as the latter point was concerned, each Delegate must refer to his Government for approval before signing the Convention.

Mr. de Martino observed that it was clear that all the Delegates could only accept *ad referendum*. Was not the whole work of the Conference conditional? What other sense could be given to the ratification of all Treaties and Conventions? But there was a substantial difference between this general and comprehensive *ad referendum* and the *ad referendum* which was an emphatic statement and an express declaration upon a special Article or point in discussion. If the honorable Delegate for France meant by his expression "*Je ne les puis accepter qu'ad referendum*" to imply the ordinary form of acceptance, well and good. If, on the contrary, the honorable Delegate for France meant to give to his reservation particular significance, constituting a substantial difference from the *sub spe rati* condition, which was the general and well known reser-

à la condition *sub spe ratæ*, qui est la réserve générale et bien connue, le Délégué d'Italie comprend alors la raison qui engage Sir Francis Plunkett à demander l'ajournement de la Conférence jusqu'au moment où M. Sienkiewicz se trouvera en mesure de se prononcer d'une manière décisive au nom de son Gouvernement.

M. de Martino se croit fondé à penser que la question à laquelle a donné naissance l'amendement de M. Schévitch emprunte aux yeux du Délégué de la Grande-Bretagne une importance assez grande pour que le rejet éventuel de cet amendement par le Gouvernement français puisse avoir pour effet de rendre inutile toute discussion ultérieure. Autrement, il pourrait arriver que la Conférence continuât à discuter et à approuver toutes les clauses de la Convention, pour s'apercevoir à la fin qu'il n'y a rien de fait, parce que le Gouvernement de la France, l'une des Puissances les plus importantes engagées dans ces négociations, refuse son assentiment sur le point en question.

M. Sienkiewicz, en réponse à M. de Martino, déclare qu'il n'a rien à ajouter à ses précédentes explications.

Sir Francis Plunkett demande à ajouter quelques mots aux observations qu'il a précédemment adressées à la Conférence. Il existe, à son avis, une différence, et une différence essentielle, entre la formule adoptée par son honorable collègue de France pour exprimer son adhésion à l'amendement du Délégué de Russie, et la formule d'acceptation employée par les autres Délégués.

Il est incontestable que tout ce que fait la Conférence est, dans un certain sens, fait *ad referendum*, puisque chaque Gouvernement a le pouvoir de refuser de ratifier ce qu'elle aura fait. Mais la différence qui existe entre l'acceptation exprimée par le Délégué de France et celle des autres Délégués réside en ceci que, tandis que les autres Délégués acceptent l'amendement en question et s'engagent à l'appuyer auprès de leurs Gouvernements respectifs, les termes dans lesquels, après quatre jours de réflexion, le Délégué de France formule son adhésion, sont: "Je ne puis accepter qu'*ad referendum*," ce qui équivaut tout simplement à une acceptation négative. Aucun parmi les autres Délégués n'a formulé son acceptation en termes semblables; tous ont accepté l'amendement sans réserve aucune. Ainsi donc, tandis que les

autres Délégués n'ont pas jugé à propos d'invoquer de façon spéciale et catégorique la condition *ad referendum*, l'honorable Délégué de France a cru devoir user expressément de cette réserve et y subordonner formellement son acceptation. Si le Délégué de France avait voulu dire qu'il accepte l'amendement d'une manière générale, comme l'ont fait tous les autres Délégués, et qu'il le recommandera à l'approbation de son Gouvernement, la question serait tranchée; mais l'impression du Délégué de la Grande-Bretagne est que telle n'a pas été son intention.

Mr. de Martino thought he was right in believing that the question to which Mr. Schévitch's amendment had given rise was considered of such importance by the Delegate of Great Britain that the rejection of that amendment by the French Government would render any further discussion useless. The Conference might otherwise continue to discuss and approve all the clauses of the Convention, only to find in the end that nothing had been done because the Government of France, one of the most important Powers engaged in these negotiations, withheld its assent on the said question.

Mr. Sienkiewicz, in reply to Mr. de Martino, declared that he had nothing to add to his previous explanations.

Sir Francis Plunkett said that he wished to add a few words to the observations which he had previously addressed to the Conference. There was, he considered, a difference, and an essential difference, between the form adopted by his honorable French Colleague in signifying his acceptance of the amendment of the Delegate of Russia, and the form of acceptance employed by the other Delegates.

There was no doubt that all the work done at the Conference would, in a certain sense, be work done *ad referendum*, for it was of course in the power of each of the Governments to withhold its approval. The difference, however, between the acceptance expressed by the French Delegate and that declared by other Delegates was this, that whereas all the other Delegates accepted the amendment in question, and undertook to recommend it to their respective Governments, the terms in which, after four days of consideration, the Delegate of France expressed his adherence were: "Je ne puis accepter qu'*ad referendum*," which amounted simply to a negative acceptance. None of the other Delegates had worded their acceptance in the same manner; all accepted the amendment without reservation. While, therefore, the other

autres Délégués n'ont pas jugé à propos d'invoquer de façon spéciale et catégorique la condition *ad referendum*, l'honorable Délégué de France a cru devoir user expressément de cette réserve et y subordonner formellement son acceptation. Si le Délégué de France avait voulu dire qu'il accepte l'amendement d'une manière générale, comme l'ont fait tous les autres Délégués, et qu'il le recommandera à l'approbation de son Gouvernement, la question serait tranchée; mais l'impression du Délégué de la Grande-Bretagne est que telle n'a pas été son intention.

Sir Francis Plunkett se voit donc dans la nécessité d'exprimer de nouveau la conviction où il se trouve que, si sur une question d'une importance aussi capitale à ses yeux que celle de la langue étrangère à employer pour le texte authentique des codes, et de la langue judiciaire des tribunaux japonais, il subsistait quelque doute sur les vues d'un des Délégués, mieux vaudrait que les travaux de la Conférence fussent suspendus jusqu'au jour où ce Délégué serait à même de faire connaître son opinion définitive.

M. Schévitch croit qu'il existe ici un malentendu sur la valeur exacte de l'expression "*ad referendum*." Il y a, à ses yeux, deux nuances bien distinctes d'acceptation *ad referendum*: l'une affirmative, l'autre négative. La formule affirmative d'acceptation serait: "J'accepte *ad referendum*," ce qui signifierait: "J'accepte, à moins que mon Gouvernement ne me désapprouve plus tard." Par contre, la formule négative serait: "Je n'accepte qu'*ad referendum*," ce qui reviendrait à dire: "Je ne puis accepter jusqu'à ce que j'en aie référé à mon Gouvernement pour obtenir ses instructions."

M. von Holleben, tout en s'associant d'une manière générale aux remarques de son honorable collègue le Délégué de Russie, pense qu'il est possible que les Délégués ne se trouvent pas tous dans une situation identique à l'égard des pouvoirs dont ils disposent pour accepter. En ce qui le concerne personnellement, il a tout pouvoir pour "conclure et signer" dans les limites de ses instructions. Il va de soi que s'il se trouvait en présence de propositions qui sortissent de ces limites, il ne pourrait les accepter qu'*ad referendum*, et il lui faudrait demander de nouvelles instructions à son Gouvernement. Si, par contre, les propositions faites

Delegates made no special point of the *ad referendum* condition, his honorable French Colleague used it as an express qualification of his acceptance. If his honorable Colleague would say that he accepted the amendment in the same general manner as all the other Delegates, and would recommend it to the approval of his Government, there would be nothing more to say, but the impression in the mind of the Delegate of Great Britain was that he did not do so.

Sir Francis Plunkett felt compelled, therefore, to repeat the conviction that if on a question of such vital importance, in his opinion, as that of the foreign language to be employed as the text language of the Codes and the judicial language of the Japanese Courts any doubt still existed as to the views of any Delegate, it would be better that the proceedings of the Conference should be suspended until such time as that Delegate was prepared to state his opinion definitely.

Mr. Schévitch thought that there was a misunderstanding as to the exact force of the term "*ad referendum*". There were, it seemed to him, two distinct shades of difference in the form of acceptance *ad referendum*, the one affirmative, the other negative. The affirmative formula of acceptance would be "I accept *ad referendum*," which would mean "I accept, unless my Government disapproves my action later on." On the other hand, the negative formula would be "I accept only *ad referendum*," which would be tantamount to saying "I cannot accept, until I have referred to my Government for instructions."

Mr. von Holleben said that, while agreeing generally with the remarks of his honorable Colleague the Delegate of Russia, he thought it was possible that all the Delegates might not be in exactly the same position with reference to their powers of acceptance. He himself had power to "conclude and sign" within the limit of his instructions. It was clear that if proposals were made which exceeded this limit, he could only accept them *ad referendum*, and must refer to his Government for instructions. If, on the other hand, the propositions which were brought forward came within the limit in question, he had power to accept and to give

rentrant dans les limites qui lui sont assignées, il a le pouvoir d'accepter, et de faire acte d'acceptation en donnant sa signature, sauf, bien entendu, ratification de son Souverain et du Parlement allemand. Or, les questions qu'embrasse l'amendement du Délégué de Russie, malgré leur importance, rentrent d'une manière si évidente dans les limites de ses instructions, qu'il ne saurait éprouver la moindre hésitation, dans le cas présent, à accepter et à signer. Tels sont les pouvoirs dont il est muni, ainsi que son collègue le second Délégué d'Allemagne; mais il ne sait si les autres Délégués se trouvent dans la même situation.

Le Comte Zaluski déclare que ses pleins pouvoirs comme Délégué d'Autriche-Hongrie, sont aussi étendus que ceux de ses honorables collègues les Délégués d'Allemagne.

M. Hubbard fait remarquer que la forme donnée par son honorable collègue le Délégué de France à son acceptation de l'amendement de M. Schévitch: "Je n'accepte qu'*ad referendum*," est une forme couramment employée en diplomatie, et le sens en est toujours, dans le langage parlementaire et diplomatique, que le Délégué qui en fait usage accepte, sauf approbation de son Gouvernement. Dans ces circonstances, il est d'usage que les délibérations continuent. C'est la formule verbale employée fréquemment, pour ne pas dire le plus généralement, lorsqu'un Délégué, n'ayant pu réussir à empêcher de passer une proposition à laquelle il est opposé, ne veut pas néanmoins arrêter la marche de négociations dans lesquelles l'unanimité est indispensable, et elle revient à dire: "Si mon Gouvernement accepte, tout ira bien." Sans cette mesure prise par ce Délégué, son Gouvernement n'aurait plus la faculté de ratifier ou de refuser de ratifier; et, par conséquent, l'emploi de cette formule par le Délégué de France n'implique nullement de sa part une intention désobligeante. Le Délégué des Etats-Unis cite, à l'appui de cette assertion, les ouvrages de Puffendorff et de Wheaton sur le droit international.

M. Sienkiewicz, devant l'importance qu'attachent ses collègues aux termes dans lesquels il s'est exprimé, explique que la forme qu'il a cru devoir donner à son vote résulte de la situation même à laquelle répond ce vote. On n'a pas oublié ce qui s'est passé à la dernière séance: les deux premiers articles du projet primitif venaient d'être adoptés, sous une forme plus ou moins

effect to that acceptance by his signature, subject, of course, to the ratification of his Sovereign and of the German Parliament. The question involved in the amendment of his honorable Colleague of Russia, in spite of its importance, came so clearly within the limit of his instructions, that he would have no hesitation in accepting and signing. Although his own Full Powers and those of his Colleague the Second Delegate of Germany were such as he had explained, he did not know if other Delegates were in the same position.

Count Zaluski stated that his Full Powers as Delegate of Austria-Hungary were as extensive as those of his honorable Colleagues the Delegates of Germany.

Mr. Hubbard said that the form in which his honorable Colleague the Delegate of France had signified his acceptance of the amendment of Mr. Schévitch, namely, "I only accept *ad referendum*," was one commonly used in Diplomatic Conferences; and meant always in parliamentary and diplomatic parlance that the Delegate making use of it accepted subject to the approval of his Government. Under such circumstances it was usual for the discussion to proceed. This was often, it might be said most generally, the verbal formula used when a Delegate, who had failed to defeat a proposition to which he was opposed, was nevertheless unwilling to block the progress of negotiations where unanimity was required, and meant, "If my Government accepts, all will be well." But for such action on the part of a Delegate, his Government would not have the opportunity to ratify or refuse to ratify; and, consequently, to have had recourse to the use of this formula was not an unfriendly movement on the part of the Delegate of France. The Delegate of the United States referred to Puffendorff and Wheaton on International Law as supporting this view of the case.

Mr. Sienkiewicz, in view of the stress laid by his Colleagues on the terms in which he had expressed his acceptance, explained that the form in which he had deemed it necessary to record his vote, was a result of the situation to which that vote corresponded. The Delegates would remember what had occurred at the last meeting; the two first Articles of the original

modifiée; lecture avait été donnée de l'Article III, qui était soumis pour la première fois à la Conférence, et l'examen de cet article n'était pas commencé, que la discussion, le laissant de côté, passait sur l'Article V, et c'était sur l'Article V qu'à la fin de la séance, le Président invitait la Conférence à se prononcer. La situation était au moins irrégulière, et, dans ces conditions, le Délégué de France s'est vu obligé de formuler son vote d'une manière qui répondit à l'irrégularité de la situation à laquelle il devait s'appliquer.

M. Schévitch objecte que l'irrégularité invoquée n'existe pas. Dans sa déclaration, le Délégué de Russie n'a fait que réunir deux questions intimement connexes, et le Délégué de France lui-même, dans un discours qu'il a prononcé à une des séances privées, a reconnu la nécessité de les réunir.

M. Sienkiewicz proteste contre toute référence à ce qui a pu se passer au cours des séances privées, qui étaient destinées uniquement à un échange d'idées. Il a eu soin, d'ailleurs, de séparer nettement les deux questions dans le discours qu'il a prononcé à la dernière séance, et, de ce qu'il existe une connexité indéniable entre les deux ordres d'idées, il n'en est pas moins vrai que l'Article III a été abandonné et que la Conférence a été appelée à se prononcer sur une partie de l'Article V sans que cet Article III ait été soumis à son vote.

M. von Holleben, se référant à la séance du 15 juin, au cours de laquelle le projet actuellement en discussion a été soumis à la Conférence par son collègue le Délégué de la Grande-Bretagne et par lui-même, fait observer que le Gouvernement Japonais a, à cette occasion, accepté tout le projet en bloc.

M. Sienkiewicz, tout en ne songeant pas à contester ce fait, rappelle que le Gouvernement Japonais lui-même s'est réservé la faculté d'apporter au projet des amendements. Or, il n'a nullement formulé son opinion sur l'Article III, pas plus que la Conférence: la discussion avait été ouverte sur cet Article III, mais c'est sur l'Article V que le vote a porté, ainsi que les déclarations des Délégués japonais.

Le Président, en réponse aux observations

Project had been adopted in a more or less modified form; Article III, which was submitted for the first time to the Conference, had been read, and, before the examination of this Article had commenced, it was left to one side, and the discussion passed on to Article V; and it was on Article V that, at the close of the sitting, the President had invited the Conference to express its opinion. The situation, therefore, was at least irregular, and, under these circumstances, the Delegate of France felt himself obliged to formulate his vote in a manner which corresponded to the irregularity of the situation to which it had to be applied.

Mr. Schévitch maintained that the irregularity referred to did not exist. In his declaration the Delegate of Russia had simply united two questions which were intimately related to each other, and the Delegate of France himself had, in a speech which he had delivered at one of the private meetings, recognized the necessity of uniting them.

Mr. Sienkiewicz objected to any reference being made to what had passed at the private meetings, which had had for their sole object an exchange of opinions. He had been careful, besides, to separate clearly the two questions in the speech which he had delivered at the last meeting, and, although there was an undeniable connection between the two points, it was none the less true that Article III had been abandoned, and that the Conference had been called upon to decide on a portion of Article V, without Article III having been submitted to its vote.

Mr. von Holleben, referring to the sitting of the 15th of June, in the course of which the Project now under consideration had been presented to the Conference by his Colleague the Delegate of Great Britain and himself, observed that the Japanese Government had, on that occasion, accepted the Project *en bloc*.

Mr. Sienkiewicz, while far from disputing this fact, desired to point out that the Japanese Government itself had reserved the right of introducing amendments into the Project in question. It had never formulated its opinion upon Article III any more than the Conference had done; the discussion had been raised on Article III, while the vote and the declarations of the Japanese Delegates referred to Article V.

The President, in reply to the remarks made

faites par les Délégués d'Allemagne et de France, dit qu'à la séance du 15 juin, il a accepté, au nom du Gouvernement Japonais, le projet anglo-allemand sans réserve aucune, ainsi qu'en fait foi l'extrait suivant du protocole de cette séance :

"A la reprise de la séance, le Président déclare, au nom du Gouvernement Japonais, adopter le projet de convention judiciaire soumis à la Conférence par les Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne, aux lieux et places des articles relatifs à la juridiction qui figurent dans le projet de Convention révisée primitivement présenté, et il retire en conséquence toute la partie des propositions japonaises relative à la juridiction."

En ce qui concerne l'apparente irrégularité de procédure signalée par le Délégué de France comme s'étant produite à la dernière séance, le Président répond que, si la Conférence a passé de l'Article III à l'Article V du projet anglo-allemand, c'est parce que ce dernier article se trouve contenir les dispositions les plus importantes relativement à l'emploi d'une langue étrangère. Au cours de la séance en question, le Président a déclaré accepter l'amendement à l'Article V proposé par le Délégué de Russie, et son acceptation de l'Article V impliquait en même temps son acceptation de l'Article III.

Enfin, le Président se voit dans la nécessité de prier le Délégué de France de vouloir bien expliquer ce qu'il entend par *n'accepter qu'ad referendum*. L'intention de M. Sienkiewicz est-elle que son adhésion ainsi formulée soit considérée comme étant au même titre que celle des autres Délégués, ou comme étant caractérisée par une réserve formelle ?

M. Sienkiewicz, en réponse au Président, insiste d'abord sur la question de l'irrégularité de la situation, irrégularité que celui-ci conteste. Il est indiscutable que le Gouvernement japonais a accepté l'ensemble du projet proposé par les Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Le Délégué de France lui-même, d'ailleurs, en a accepté l'idée générale. Mais est-ce à dire pour cela qu'il soit interdit d'y apporter ou d'y proposer des changements partiels ? Est-ce à dire aussi qu'on doive renoncer à tout ordre logique ? Il est constant qu'à la dernière séance, la question ayant été portée sur l'Article III, qui intéressait particulièrement l'orateur, cet article a été abandonné, et la discussion tout

by the Delegates of Germany and France, stated that at the meeting of the 15th of June he had accepted, on behalf of the Japanese Government, the Anglo-German Project without reserve, as the following extract from the Protocol of that sitting would show:—

"When the Conference reassembled the President declared that, on behalf of the Japanese Government, he adopted the Draft Jurisdictional Convention submitted to the Conference by the Delegates of Great Britain and Germany, in place of the Jurisdictional Articles of the Draft Revised Convention previously submitted; and he, accordingly, withdrew those portions of the Japanese proposals which related to jurisdiction."

With regard to the apparent irregularity of the proceedings at the last meeting, to which the Delegate of France had drawn attention, the Conference had passed from Article III to Article V of the Anglo-German Project, because the latter Article contained the most important point in regard to the use of a foreign language. At the meeting in question he had declared his acceptance of the amendment to Article V proposed by the Delegate of Russia, and his acceptance of that amendment implied his acceptance of Article III.

He felt himself under the necessity of asking the Delegate of France to explain what he meant by *acceptance only ad referendum*. Was it the intention of Mr. Sienkiewicz that his acceptance should be regarded as the same as that of all the other Delegates, or as qualified by a distinct reservation ?

Mr. Sienkiewicz, in reply to the President, said he desired to dwell, in the first place, on the irregularity of the situation, an irregularity which the President had declined to admit. It was indisputable that the Japanese Government had accepted, in its entirety, the Project proposed by the Delegates of Great Britain and Germany. The Delegate of France had himself, moreover, accepted the general idea of that Project; but was a person for that reason to be debarred from introducing or proposing any partial changes? Was all logical order for that reason to be abandoned? It was certain that at the last meeting Article III, in which he was particularly interested, having been introduced

entière a roulé sur l'Article V : c'est là ce qui constitue, aux yeux du Délégué de France, la situation irrégulière contre laquelle il s'élève, et devant laquelle il lui était difficile d'émettre un vote régulier.

Quant à la forme d'acceptation *ad referendum* dont il a fait usage, il ne pense pas qu'elle constitue une innovation, ni qu'elle soit de nature à provoquer de si grosses discussions. On la voit employée couramment dans toutes les Conférences européennes : lorsqu'un Délégué croit devoir user de ces réserves, la discussion n'en continue pas moins, et la réponse ainsi réservée est donnée en temps utile, avant la fin de la Conférence, sans que les négociations en soient aucunement entravées. Le Délégué de France répète qu'il se base en ceci principalement sur l'exemple donné par les Délégués anglais dans diverses Conférences internationales, et il cite de nouveau la Conférence pour le libre usage du canal de Suez.

Le Président déclare qu'il lui faut demander, au nom du Gouvernement japonais, à M. Sienkiewicz, s'il doit entendre que le Délégué de France devra en référer à son Gouvernement pour recevoir des instructions spéciales sur la question, et que son acceptation n'est pas définitive ?

M. Sienkiewicz répond affirmativement.

M. Neyt dit qu'il a fait la même observation que le Délégué de France, et qu'il n'a pas été moins surpris de voir la discussion, ouverte sur l'Article III, se porter sur l'Article V, en laissant entièrement de côté et l'Article III, et l'Article IV, et les paragraphes a, b et c de l'Article V lui-même.

Il fait remarquer que, si le Président a exprimé son opinion sur l'Article III, aucun des Délégués n'a formulé la sienne et n'a même été appelé à la faire. Il demande donc que la Conférence passe à l'examen de cet article, auquel il compte présenter un léger amendement.

Cette proposition ayant rencontré l'assentiment du Président et de la Conférence, le Délégué de Belgique donne lecture du discours suivant :

"On nous a dit, et je crois l'assertion parfaitement justifiée, que la langue japonaise se prêtait difficilement à exprimer clairement et

for discussion, had been abandoned, and that the whole discussion had passed on to Article V. In this lay, in the opinion of the Delegate of France, the irregularity of the situation, against which he protested, and in view of which it was difficult for him to give a regular vote.

With regard to the form of acceptance *ad referendum* which he had used, he did not think that it constituted an innovation, or that it was of a nature to provoke such serious discussion. It was constantly employed in all European Conferences. Whenever a Delegate felt bound to use such reservations, the discussion continued nevertheless, and the answer, thus qualified by reservation, was given in good time before the end of the Conference, without the negotiations being in any way interrupted. The Delegate of France repeated that he based his action, in this case, principally on the example given by English Delegates in several International Conferences, and he instanced again the Conference for the free use of the Suez Canal.

The President said that he must, in the name of his Government, ask the Delegate of France if he was correct in understanding him to mean that he must refer this question to his Government for instructions and that his acceptance was not final.

Mr. Sienkiewicz replied in the affirmative.

Mr. Neyt said that, equally with the Delegate of France, he had observed the omission in question, and that he had not been less surprised than his Colleague to see the discussion, which had opened on Article III, pass on Article V and concentrate itself upon one paragraph of the latter Article, leaving Article III, Article IV, and paragraphs a, b, and c of Article V itself aside.

He wished to point out that if the President had expressed his opinion on Article III, no other Delegate had expressed his, or had even been asked to give it. He, therefore, requested that the Conference should proceed to the examination of this Article, in which he wished to offer a slight amendment.

This proposition having received the assent of the President and of the Conference, the Delegate of Belgium then read the following speech :

"We have been told, and I consider the statement to be perfectly justified, that the Japanese language lends itself with difficulty

"dans une forme concise les idées juridiques. "Il est à observer, en outre, que le texte "japonais des lois qui vont être promulguées, "ne sera lui-même qu'une traduction, ces lois "étant élaborées dans des langues étrangères et "par des jurisconsultes étrangers. Or, il "importe essentiellement qu'il n'y ait pas "d'équivoque possible en ces matières, et comme "il se pourrait que, dans certains cas, le texte "japonais ne concordât pas tout-à-fait exacte- "ment avec le texte anglais, il est désirable que, "pour le jugement de toutes les affaires où "seront impliqués des étrangers, ce soit le texte "anglais seul qui soit considéré comme authen- "tique. Je propose, en conséquence, de rédiger "l'ancien Article III, qui devient l'Article V, "de la façon suivante :

ARTICLE V.

"Le Gouvernement Impérial du Japon "s'engage à communiquer au Gouvernement ".....le texte anglais des lois régissant "l'organisation judiciaire, ainsi que celui des "corps de lois et règlements de police énumérés "à l'Article IV, six mois au plus tard avant le "terme fixé par l'Article I, c'est-à-dire dans "les dix-huit mois qui suivront l'échange des "ratifications du présent Traité.

"Ce texte anglais sera le seul reconnu "authentique pour la conduite et le jugement "des procès où seront impliqués des sujets "ou citoyens.....

"Le Gouvernement Impérial du Japon "s'engage de même à porter à la connaissance "du Gouvernement.....toutes modifications "qu'il se proposerait d'apporter à ces corps de "lois, lois ou règlements, six mois avant que "lesdites modifications n'entrent en vigueur."

"Dans la rédaction nouvelle de cet article, "outre le paragraphe dont je propose l'addition, "j'ai cru, Messieurs, devoir ajouter les mots "règlements de police' après les mots 'corps de "lois."

"Il me semble, en effet, qu'il faut comprendre "les lois et règlements de police dont il est "question à l'article précédent, parmi les "documents dont le Gouvernement Japonais "contracte l'obligation de communiquer la "traduction en anglais."

M. Neyt se préparait à poursuivre, lorsque Sir Francis Plunkett, prenant la parole et s'excusant d'interrompre son honorable collè-

"to the clear and concise expression of judicial "ideas. It is to be observed, besides, that the "Japanese text of the laws which are about to "be promulgated will itself be only a transla- "tion, those laws being drawn up in foreign "languages and by foreign lawyers. It is of "essential importance that there should be no "possible doubt in such matters; and, as it "might happen that, in certain cases, the "Japanese text did not agree altogether exactly "with the English text, it is desirable that the "English text alone should, in the trial of all "cases in which foreigners are concerned, be "regarded as the authentic text. I propose, "therefore, to word the old Article III, which "becomes Article V, as follows:—

ARTICLE V.

"The Imperial Japanese Government under- "takes to communicate to the Govern- "ment the English text of the constitution of "the Law Courts, and that of the Codes and "Police Regulations enumerated in Article IV, "not later than six months previous to the "term fixed in Article I, namely, within "eighteen months after the exchange of the "ratifications of the present Treaty.

"This English text shall be recognized as "the only authentic text in conducting, and "delivering judgment in cases in which..... "subjects or citizens are concerned.

"The Imperial Japanese Government under- "takes, in the same manner, to bring to the "knowledge of the.....Government all "alterations which it may propose to make in "these Codes, Laws, or Regulations six months "before the said alterations come into force."

"In the new wording of this Article, I have "thought it necessary, Gentlemen, besides the "paragraph which I propose to add, to insert "the word, 'Police Regulations' after the word "Codes'. It seems to me, in fact, that the "laws and police regulations mentioned in the "preceding article must be included amongst "the documents, an English translation of "which the Japanese Government binds itself "to communicate."

Mr. Neyt was proceeding with his remarks, when Sir Francis Plunkett, apologizing for interrupting his honorable Colleague the Dele-

gue le Délégué de Belgique, fait observer qu'il lui paraît inopportun d'aborder en ce moment la discussion des termes des Articles III et IV du projet de Convention judiciaire, alors que la Conférence est encore occupée à examiner la question de l'acceptation ou de la non acceptation de l'amendement de M. Schévitch par le Délégué de France. Sir Francis Plunkett a eu l'honneur de présenter à ce sujet à la Conférence une proposition formelle, et il croit devoir prier le Président de vouloir bien permettre que la discussion de cette proposition soit terminée avant que l'on reprenne l'examen du projet de convention.

Le Président s'étant rendu à l'observation du Délégué de la Grande-Bretagne, M. Neyt réserve pour l'instant les remarques qu'il se proposait de faire sur les Articles IV et V (qui doivent devenir les Articles VI et VII) du projet de convention.

Sir Francis Plunkett, reprenant son discours, exprime l'espoir que son honorable collègue le Délégué de France l'excusera de le presser encore, comme il croit de son devoir de le faire, de vouloir bien donner des explications plus complètes sur le sens de son acceptation de l'amendement de M. Schévitch. L'argument avancé par M. Sienkiewicz que plusieurs Conférences offrent des précédents d'acceptation *ad referendum*, ne lui semble pas pouvoir s'appliquer au cas actuel. Les circonstances dans lesquelles cette forme d'acceptation a été employée sont celles où des questions graves et non prévues se sont trouvées surgir inopinément. On ne peut dire qu'il en soit de même dans le cas présent. L'emploi de l'anglais comme langue du texte authentique des codes japonais et comme langue judiciaire des nouveaux tribunaux, a toujours, et dès le moment où le projet anglo-allemand a été tout d'abord soumis à la Conférence (le 15 juin dernier), été présenté comme l'un des traits principaux de ce projet, et le Gouvernement japonais y a accédé. La question n'est donc pas nouvelle pour la Conférence, et ce n'en est pas une sur laquelle il soit possible qu'aucun Délégué se trouve sans instructions de son Gouvernement.

Il est vrai que l'honorable Délégué de Russie a présenté un amendement que l'on se propose de substituer aux dispositions que contenait originairement sur ce point le projet de convention judiciaire. Mais cet amendement

gate for Belgium, observed that it appeared to him that the discussion of the wording of Articles III and IV of the Draft Jurisdictional Convention at the present moment, when the Conference was still engaged in the consideration of the question of the acceptance or non-acceptance by the French Delegate of the amendment of Mr. Schévitch, was inadvisable. Sir Francis Plunkett had had the honor to make a formal proposal to the Conference on this subject, and he must appeal to the President to allow the discussion on this proposal to be completed before proceeding to the consideration of the Draft Convention.

The President having signified his concurrence in the observations made by the Delegate of Great Britain, Mr. Neyt reserved for the present the remarks he was about to offer on Articles IV and V (which will become VI and VII of the Draft Convention.)

Sir Francis Plunkett, proceeding with his observations, said that he hoped his honorable Colleague the Delegate of France would excuse him if he again pressed him; as he felt bound to do, to give a more definite explanation in regard to his acceptance of the amendment of Mr. Schévitch. The argument advanced by Mr. Sienkiewicz that several Conferences had furnished precedents for an acceptance *ad referendum* was not, he thought, applicable to the present case. The cases where this form of acceptance had been used were those in which some serious question, not previously foreseen, had arisen. This could not be said of the case in point. The employment of English as the text language of the Japanese Codes and the judicial language of the new Courts had figured from the moment when the Anglo-German Project was first presented (on the 15th of June last) to the Conference as a prominent feature of that Project, and had been accepted by the Japanese Government. The question, therefore, was neither new to the Conference, nor was it one in regard to which it was possible for a Delegate to be without instructions from his Government.

It was true that his honorable Colleague the Delegate of Russia had brought forward an amendment which, it was intended, should replace the original stipulations of the Draft Jurisdictional Convention on this subject.

ne constitue qu'une modification au projet primitif. Si encore le Délégué de France s'opposait à cet amendement en se fondant sur ce qu'il touche au fond même de la proposition contenue dans le projet anglo-allemand, ses objections auraient en plus de force. Mais ce n'est pas sur ce terrain que se place le Délégué de France. M. Sienkiewicz s'oppose à ce que deux langues seulement, le japonais et l'anglais, soient admises pour les codes et pour les tribunaux, et bien que cette question se trouve soumise à son examen depuis près de cinq mois, il persiste dans son opposition.

Le Délégué de la Grande-Bretagne ajoute que son honorable collègue le premier Délégué d'Allemagne a soulevé la question des pleins pouvoirs et des instructions dont sont respectivement munis les Délégués à la Conférence. Du moment que la question a été abordée, il croit devoir faire connaître que, pour sa part, il est en mesure d'accepter toutes les propositions originales qui ont été présentées à la Conférence, y compris, bien entendu, le projet anglo-allemand sous sa forme actuelle, sans en référer à son Gouvernement, en tant que ces propositions peuvent lui paraître acceptables, et en tant, aussi, qu'elles ne subissent pas de modifications touchant à des questions de principe. Quant à l'acceptation qu'il donne aux propositions nouvelles, telles, par exemple, que l'amendement de son honorable collègue le Délégué de Russie, cette acceptation est naturellement subordonnée de façon tacite à la condition *ad referendum*.

En terminant, Sir Francis Plunkett fait observer que la question se réduit à ceci: le Délégué de France accepte-t-il, oui ou non, l'anglais comme langue authentique des codes, et comme langue judiciaire des tribunaux?—Le Délégué d'Angleterre se croit en droit de demander une réponse explicite sur ce point.

M. Sienkiewicz, en réponse au discours prononcé par Sir Francis Plunkett, dit qu'en ce qui touche la question de savoir quelles sont, suivant l'honorable Délégué de la Grande-Bretagne, les circonstances dans lesquelles la formule *ad referendum* peut être ou non employée, il croit inutile d'engager une nouvelle discussion sur ce point. Quant à l'opinion qu'il professe relativement à l'amendement présenté par l'honorable Délégué de Russie, opinion qu'on

This amendment, however, was only a modification of the original proposal, and, if his French Colleague had objected to that amendment on the ground of its having altered materially the proposal contained in the Anglo-German Project, his objection would have had more force. But this was not the ground taken by his French Colleague. Mr. Sienkiewicz objected to there being only two languages (namely, Japanese and English) for the Codes and for the Courts, and, in spite of the fact that this question had been under his consideration for nearly five months, he still maintained this objection.

The Delegate of Great Britain went on to remark that his honorable Colleague the First Delegate of Germany had raised the question of the Full Powers and Instructions with which the various Delegates to the Conference were furnished. As the point had been raised, he thought it was desirable that he should explain that, for his part, he was in a position to accept all original proposals which had been presented to the Conference, including naturally the Anglo-German Project as it stood,—in so far as he might consider them acceptable, and in so far, moreover, as those propositions were not modified in regard to questions of principle, without reference to his Government. To his acceptance of any new proposition, however, such, for instance as the amendment of his honorable Colleague the Delegate of Russia, the tacit *ad referendum* condition naturally attached itself.

In conclusion, Sir Francis Plunkett observed that the question at issue was this: Did the Delegate of France accept English as the text language of the Codes and as the judicial language of the Courts? He felt justified in pressing for an explicit answer on this point.

Mr. Sienkiewicz, in reply to the speech of Sir Francis Plunkett, said that, so far as regarded the question as to what were the cases in which, according to the honorable Delegate of Great Britain, the formula *ad referendum* could or could not be used, he thought it was useless to engage in a fresh discussion upon this point. With regard to the opinion he had expressed in respect to the amendment presented by the honorable Delegate of Russia, an opinion

le presse d'exprimer catégoriquement, elle lui semble ressortir assez nettement du vote qu'il a émis. Ainsi qu'il a déjà eu l'occasion de le faire remarquer à plusieurs reprises, la Conférence a été appelée, lors de la dernière séance, à se prononcer simultanément, et sur une fraction de l'Article III, (d'une façon tout incidente, d'ailleurs), et sur l'amendement de M. Schévitch, lequel se référait uniquement à l'Article V. A l'égard de l'amendement du Délégué de Russie, le Délégué de France rappelle qu'il s'est plu à reconnaître que cette proposition lui paraissait conçue dans un esprit de conciliation, et qu'elle apportait quelques tempéraments à ce que l'Article V avait d'exclusif. Quant à l'Article III, il croit avoir suffisamment donné à entendre que les stipulations qui y figurent relativement à la langue des codes sont loin de le satisfaire.

Il est évident, dès lors, que l'orateur n'apprécie pas de la même manière les deux questions sur lesquelles il avait à se prononcer; mais comme il n'y avait eu qu'un seul vote émis par la Conférence, il a dû adopter, pour son vote personnel, nécessairement unique, une rédaction qui embrassât les deux ordres d'idées auxquels il se référait à la fois.

M. Schévitch rappelle que, dans le discours qu'il a prononcé en soumettant son amendement à la Conférence, il avait eu soin de faire ressortir le fait que l'Article III se référait aussi à la question des langues. Il lui semble donc que son amendement se rattachait d'une manière naturelle à la discussion de cet article.

Le Président fait observer que, puisque le Délégué de France paraît croire qu'une irrégularité s'est produite au cours de la dernière séance dans la discussion du projet de Convention, le meilleur moyen de dissiper tous les doutes sur ce point serait de soumettre cet article à la Conférence, afin que les Délégués pussent se prononcer formellement à son sujet.

M. Neyt tient à constater que c'est exactement là la proposition qu'il vient de faire, et qu'on lui a retiré la parole sous le prétexte que le sujet qu'il abordait n'était pas en discussion. Il demande que la Conférence veuille bien cette fois prendre en considération l'amendement qu'il a eu l'honneur de lui présenter

which he was pressed to state categorically, it seemed to him that the vote which he had given left that opinion sufficiently clear. As he had had occasion repeatedly to remark, the Conference had been called upon at the last sitting to give its opinion, simultaneously, on a portion of Article III, (and that, moreover, in a manner altogether casual) and on the amendment of Mr. Schévitch, which referred solely to Article V. In respect to the amendment of the Delegate of Russia, the Delegate of France called attention to the fact that he had already expressed his pleasure at noticing that this proposition appeared to him to be conceived in a conciliatory spirit and introduced certain modifications into the originally exclusive stipulations of Article V. With regard to Article III, he thought that he had made it sufficiently clear that the stipulations of that article with reference to the language of the Codes were far from satisfying him.

It was evident, therefore, that he drew a distinction between the two questions upon which his opinion was called for, but, as only one vote had been given by the Conference, he had been forced, in so far as his own personal vote, which was necessarily indivisible, was concerned, to adopt a wording which included the two points to which it referred at one and the same time.

Mr. Schévitch desired to point out that, in the speech in which he had brought his amendment before the Conference, he had been careful to draw attention to the fact that Article III dealt also with the question of language. His proposition, therefore, he thought, arose naturally out of the discussion on that Article.

The President observed that as the Delegate of France appeared to think that an irregularity had occurred in the discussion of the Draft Convention at the last sitting, the best way to clear up all doubts on the subject would be for Article III to be put to the Conference, in order that a formal expression of opinion might be given by the Delegates upon it.

Mr. Neyt was anxious to point out that he himself had just made this very proposition, and that he had been interrupted on the ground that the subject which he had introduced was not under discussion. He requested the Conference to be so good as to take into consideration the amendment which he had presented to

quelques minutes auparavant.

Sir Francis Plunkett déclare que, comme auteur d'une proposition importante qui se trouve encore en suspens, il consent à se rendre aux désirs des Délégués et à renoncer, si on le juge convenable, à réclamer une décision immédiate sur sa proposition, afin que la Conférence puisse se livrer, comme on le demande, à l'examen de l'Article III.

Après une discussion sur ce point, à laquelle prennent part plusieurs Délégués,

M. Neyt donne de nouveau lecture de l'amendement qu'il propose d'apporter à l'Article III.

Il ajoute qu'il désirerait également proposer de légères modifications à l'Article IV et à l'Article V (qui doivent devenir les Articles VI et VII du nouveau projet), et il demande la permission de développer immédiatement ces autres amendements, qu'il déposerait ensuite sur la table de la Conférence, et sur lesquels le vote définitif pourrait n'être rendu qu'à la prochaine séance.

Le Président croit qu'il est préférable que la Conférence s'en tienne pour le moment à la discussion de l'Article III (nouveau V).

M. Sienkiewicz demande à faire une déclaration à l'égard de l'Article III. Cet article comprend deux idées bien distinctes: il détermine, d'une part, la langue dans laquelle les lois seront appliquées, et, d'autre part, celle dans laquelle ces mêmes lois seront communiquées aux divers Gouvernements. Sur le second point, comme le Délégué de France avait pu croire que les codes seraient traduits en plusieurs langues, et comme son Gouvernement s'attend à ce qu'il en soit ainsi, il ne peut accepter l'article qu'*ad referendum*. Sur le premier point, c'est-à-dire en ce qui concerne la reconnaissance de la langue anglaise comme devant faire foi pour le texte des codes, comme il a déjà formellement consenti à cette reconnaissance, il déclare accepter l'article d'une manière définitive.

M. de Martino exprime l'avis qu'il serait nécessaire de bien préciser le sens de la demande de son honorable collègue le Délégué de France. L'Article III (nouveau V) porte: "Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage à communi-

it some minutes before.

Sir Francis Plunkett said that, as the formulator of an important proposition which was now before the Conference, he was willing to meet the wishes of the Delegates, and to postpone, if it was thought desirable, pressing for an immediate decision upon that proposition, in order that the Conference might give its consideration, as had been suggested, to Article III.

After some discussion upon this point, in which several Delegates took part,

Mr. Neyt read again the amendment which he proposed to introduce into Article III.

He added that he desired also to propose some slight modifications in Articles IV and V (now VI and VII), and asked permission to state these other amendments, which he would then deposit on the table of the Conference, and upon which a definitive vote might not be given until the next meeting.

The President said he thought it was better for the Conference to confine itself, at present, to the discussion of Article III (now Article V).

Mr. Sienkiewicz wished to make a declaration in respect to Article III. This Article comprised two points which were quite distinct from one another. It determined, on the one hand, the language in which the laws would be enforced, and, on the other hand, that in which the same laws would be communicated to the different Governments. With regard to the second point, as the Delegate of France had been under the impression that the Codes would be translated into several languages, and as his Government expected that this would be done, he could accept the Article, so far as this second point was concerned, only *ad referendum*. With regard to the first point, which related to the recognition of the English language as the authentic text of the Codes, as he had already formally consented to such recognition, he wished to declare that, so far as this first point was concerned, he accepted the Article definitely.

Mr. de Martino observed that, in his opinion, it was desirable to ascertain the precise meaning of the request of his honorable Colleague the Delegate of France. Article III (now Article V) stated: "The Imperial Japanese Government agrees to remit to the....."

"que, en anglais, des lois régissant l'organisation judiciaire, ainsi que celui des corps de lois "énumérés, etc....." Le Délégué de France demande-t-il un autre *texte authentique* en langue française, ou veut-il seulement que le Gouvernement japonais lui fournisse une *traduction* en français des lois japonaises (ce qui mettrait le Gouvernement japonais dans la nécessité de fournir également des traductions dans leurs diverses langues à ceux des autres Délégués qui le demanderaient) ?

M. Sienkiewicz demande la permission de faire observer que, s'il n'a accepté sur ce point l'Article III qu'*ad referendum*, c'est parce qu'il avait été amené à croire que cette traduction lui serait fournie.

M. de Martino poursuit en disant que s'il ne s'agit que de *traductions*, rien n'empêche chacune des Puissances représentées à la Conférence d'obtenir du Gouvernement japonais, par voie de négociations particulières et en dehors de la Conférence, la concession d'une traduction des codes dans sa langue respective, et, dans ce cas, le Délégué d'Italie ne voit pas de raison pour que cette concession figure dans un article de traité stipulant des engagements pris par le Japon vis-à-vis de toutes les Puissances contractantes, puisque cette affaire n'a rien de commun avec l'œuvre de la Conférence.

Faut-il, cependant, interpréter la demande du Délégué de France comme signifiant que l'insertion dans l'article en discussion d'une clause stipulant une traduction française, donnerait à cette traduction le caractère et les privilèges d'un *texte authentique* ?

M. von Holleben fait observer, à ce moment, qu'il va de soi que si l'un des Délégués obtient du Gouvernement japonais une traduction des codes en sa langue, cette traduction sera officielle. Mais il croit qu'il ne serait pas convenable d'imposer au Gouvernement japonais l'obligation de fournir de pareilles traductions.

M. Sienkiewicz réplique qu'il veut précisément cette traduction officielle, et que c'est pour cela qu'il demande qu'elle émane du Gouvernement japonais. Rien ne serait plus facile au Gouvernement français, par exemple, que de faire faire la traduction lui-même; mais une traduction ainsi faite n'aurait pas le caractère officiel que le Délégué de France tient essentiellement à lui voir.

"Government the *authentic text*, in the English language, of the Constitution of the Law "Courts and of the Codifications enumerated "etc." Did the Delegate of France demand another *authentic text*, in the French language, or did he only require that the Japanese Government should furnish him with a *translation* in French (which would necessitate translations being supplied in their different languages to any other Delegates who might ask for them) of the Japanese laws ?

Mr. Sienkiewicz observed that his reason for accepting Article III, so far as this point was concerned, only *ad referendum*, was because he had been led to think previously that this translation would be furnished to him.

Mr. de Martino went on to say that, if the question was simply one of *translations*, there was nothing to hinder any Power represented in the Conference from obtaining by private negotiation, and apart from the Conference, the concession from the Japanese Government of a translation of the Codes in its own language; and, in this case, there seemed to the Delegate of Italy to be no reason why such a concession should be inserted in a clause containing stipulations entered into by Japan with all the Treaty Powers, as it had nothing to do with the work of the Conference.

Was, however, the request of the Delegate of France to be construed as meaning that the insertion in the Article under discussion of a clause providing for a French translation would give to this translation the character and prerogative of an *authentic text* ?

Mr. von Holleben, at this point, remarked that if one of the Delegates obtained from the Japanese Government a translation of the Codes in his own language, such translation would be official. He thought, however, that it would not be proper to impose upon the Japanese Government the obligation of furnishing translations of this kind.

Mr. Sienkiewicz replied that what he wished to have was precisely such an official translation; and that it was for this reason that he demanded that it should come from the Japanese Government. Nothing would be easier than for the French Government, for instance, to have a translation made for itself. But a translation thus made would not have the official character which he was specially anx-

M. Sienkiewicz ajoute, en réponse à une interpellation directe du Délégué d'Italie, que ce texte, tout en étant authentique, n'en demeurerait pas moins subordonné au texte anglais, auquel il a déjà reconnu le privilège de faire foi en cas de contestation.

M. de Martino, reprenant son discours, remercie le Délégué de France d'avoir bien voulu expliquer que la traduction française, bien qu'officielle, serait subordonnée au texte anglais dans les cas où il se produirait des dissidences sur l'interprétation ou sur la lettre de la loi. Il ajoute que cette explication du Délégué de France ne lui paraît pas modifier la situation d'une manière essentielle. Ce n'est pas seulement une traduction que réclame M. Sienkiewicz; c'est, en réalité, un autre *texte authentique* en français (subordonné, en certains cas, il est vrai, au texte anglais), dont la Conférence serait appelée à stipuler la création avec le Gouvernement Japonais.

Le Président dit qu'il a pris note de l'amendement du Délégué de Belgique. Il a également écouté avec intérêt la déclaration du Délégué de France, lequel, s'il a bien compris ses paroles, affirme ne pouvoir accepter qu'*ad referendum* l'Article III, en ce qui concerne, tout au moins, le second point mentionné par lui. Le sens de cette déclaration, dans la pensée du Président, est celui-ci, que le Délégué de France se trouve dans la nécessité d'attendre des instructions de son Gouvernement avant de pouvoir signifier son acceptation. La question est d'une telle importance, qu'il croit de son devoir de consulter la Conférence sur le point de savoir si, dans ces conditions, il ne vaudrait pas mieux ajourner toutes négociations ultérieures jusqu'à ce que le Délégué de France ait reçu ses instructions.

M. Sienkiewicz dit que, se trouvant visé personnellement par la proposition qui est faite d'ajourner la Conférence, il réclame le droit de faire quelques observations. Il avoue ne pas saisir le motif pour lequel la Conférence s'ajournerait. Une acceptation *ad referendum* est chose de règle, n'ayant jamais nécessité l'interruption d'aucune négociation, et qui, dans le cas actuel, n'empêche nullement que l'on procède à la discussion des articles suivants. Si la théorie que l'on semble vouloir poser était admise, aucun Délégué ne pourrait désormais employer cette

ious it should possess.

Mr. Sienkiewicz added, in reply to a direct interpellation of the Delegate of Italy, that this text, although itself authentic, would remain, nevertheless, subordinate to the English text, which he had already recognized as having the privilege of being regarded, in case of dispute, as the authentic text.

Mr. de Martino, resuming his remarks, thanked the French Delegate for having explained that the French translation, although itself official, would be subordinate to the English text in cases where differences of opinion arose as to the interpretation or wording of the law. He went on to say that he thought that this explanation of the Delegate of France made no essential difference. It was not merely a translation which was required by the French Delegate; it was, in fact, another *authentic text*, in the French language (subordinate indeed in special cases to the English text) for which the Conference would be called upon to stipulate with the Japanese Government.

The President said that he took note of the amendment of the Delegate of Belgium. He had also listened with interest to the declaration of the French Delegate, whom he understood to state that he could accept Article III, so far as the second point he had mentioned was concerned, only *ad referendum*. The meaning of this declaration, in the President's opinion, was that the Delegate of France must await instructions from his Government before he could signify his acceptance. The point in question was of such importance that he thought the Conference should be asked to state its opinion as to whether, under these circumstances it would not be better to postpone further negotiations until the French Delegate should have received his instructions.

Mr. Sienkiewicz said that, in view of the fact that the proposition which was made to adjourn the Conference had a direct personal reference to himself, he claimed the right of making some observations. He confessed he could not understand the motive for the adjournment of the Conference. An acceptance *ad referendum* was an ordinary formula which had never caused the interruption of any negotiations, and which, in the present case, in no way prevented the Conference from proceeding to the discussion of subsequent Articles. If the principle which

formule, absolument légitime et régulière, sans se voir exposer à ce qu'on rejette sur lui la responsabilité et les conséquences de l'ajournement de la Conférence à une date plus ou moins éloignée.

Sir Francis Plunkett, en réponse aux observations de M. Sienkiewicz, dit que son honorable collègue le Délégué de France lui semble être sous l'impression que c'est la formule *ad referendum* en elle-même à laquelle il est disposé à attacher de l'importance. Il n'en est pas ainsi pourtant, car cette forme d'acceptation n'a rien d'inusité. Dans le cas présent, bien qu'un léger changement ait été apporté à l'Article III du projet anglo-allemand, cet article n'en demeure pas moins, en fait et quant à la forme, identique à ce qu'il était quand il a été présenté à la Conférence par son honorable collègue d'Allemagne et par lui-même. Le Gouvernement français a eu plus de quatre mois pour délibérer sur les questions traitées dans cet article, et puisqu'il ressort des déclarations de l'honorable Délégué de France que celui-ci se trouve encore dans la nécessité de demander à son Gouvernement des instructions à ce sujet, Sir Francis Plunkett a l'honneur de déposer la proposition formelle suivante, à savoir :

“Que la Conférence s'ajourne à une semaine, et qu'à la prochaine séance la discussion soit reprise au point où elle en est actuellement; que si, le jour où la Conférence se réunira de nouveau, le Délégué de France ne se trouve pas encore en mesure d'accepter l'amendement du Délégué de Russie, Sir Francis Plunkett réitère une seconde fois la proposition par lui faite à la présente séance, et acceptée par le Président, à savoir que la Conférence s'ajourne jusqu'au moment où le Délégué de France aura reçu des instructions de son Gouvernement.”

M. von Holleben s'associe à la proposition de son honorable collègue le Délégué de la Grande-Bretagne.

Le Comte Zaluski se prononce également pour la proposition de son honorable collègue le Délégué de la Grande-Bretagne.

M. Hubbard juge que Sir Francis Plunkett insiste peut-être plus qu'il ne faut sur

there appeared to be an anxiety to establish were admitted, no Delegate would be able hereafter to make use of this formula, which was absolutely legitimate and regular, without running the risk of having the responsibility for, and the consequences of the adjournment of the Conference for a period of more or less length thrown upon him.

Sir Francis Plunkett stated, in reply to the observations of Mr. Sienkiewicz, that his honorable colleague the Delegate of France seemed to think that it was to the expression *ad referendum* that he (Sir Francis Plunkett) was disposed to attach importance. This, however, was not the case, for there was nothing unusual in this form of acceptance. In the present instance, although a slight change had been made in Article III of the Anglo-German Project, this Article remained practically the same in form as when it was presented to the Conference by his honorable German Colleague and himself. The French Government had had over four months to consider the questions involved in that Article, and, as it now appeared that his honorable Colleague the Delegate of France was still under the necessity of referring to his Government for instructions on the subject, he begged to make the following formal proposition:—

“That the Conference adjourn for a week, and that at the next meeting the discussion be resumed at the point which it has now reached; that if, when the Conference reassembles, the French Delegate is still unable to declare his acceptance of the amendment of the Delegate of Russia, Sir Francis Plunkett shall again bring forward the proposition which he has made at the present meeting, and which has been accepted by the President, namely, that the Conference postpone its sittings until such time as the French Delegate shall have received instructions from his Government.”

Mr. von Holleben said that he seconded the proposal of his honorable Colleague the Delegate of Great Britain.

Count Zaluski also expressed his readiness to accept the proposal of his honorable Colleague the Delegate of Great Britain.

Mr. Hubbard was of opinion that Sir Francis Plunkett laid undue stress upon the necessity of

la nécessité d'ajourner la Conférence. Il est d'accord avec le Délégué de France pour croire que la Conférence pourrait passer à la discussion d'autres questions, et laisser M. Sienkiewicz libre de demander dans l'intervalle des instructions à son Gouvernement sur le point spécial dont il s'agit. L'orateur n'a pas d'objection à ce que la Conférence s'ajourne de la manière ordinaire; mais il ne saurait approuver un ajournement qui serait prononcé par le seul motif que le Délégué de France a formulé son acceptation *ad referendum*. Une telle prétention serait insoutenable. L'œuvre de la Conférence concernant la révision des traités, quelle que puisse être sa nature, devra être soumise (*ad referendum*, si l'on tient à cette expression) aux divers Gouvernements comme un tout indivisible, et non proposition par proposition. M. Hubbard juge que son honorable collègue le Délégué de France accepte la proposition et l'amendement, sous réserve des objections qu'il a faites, et qui subsistent, et qu'il laisse à son Gouvernement le soin de se prononcer en dernier ressort. En réalité, que pourrait faire de plus un Délégué? L'orateur, pour sa part, ne saurait nullement engager à l'avance son Gouvernement; tout ce qu'il peut faire, c'est d'exprimer l'espoir et la confiance qu'il a de ce que sera sa décision, après que les travaux de la Conférence seront terminés.

M. de Martino appuie la proposition de son honorable collègue le Délégué de la Grande-Bretagne, tendant à ce que la Conférence s'ajourne à une semaine et à ce que la discussion soit reprise à la prochaine séance au point où elle en sera restée à la fin de la présente réunion.

M. Sienkiewicz répète qu'il ne comprend pas quelles sont les raisons qui pourraient faire suspendre les travaux de la Conférence parce qu'il a cru devoir, sur un point spécial, réserver la réponse de son Gouvernement. Il a la conviction que cette réponse arrivera en temps utile, et autant qu'aucun autre, il a intérêt à ce que la Conférence progresse et aboutisse.

Le Président déclare qu'il aurait préféré voir régler sur-le-champ la question de savoir si la Conférence doit s'ajourner jusqu'au moment où le Délégué de France aura reçu les instructions de son Gouvernement sur le point en litige; mais il se rangera à la manière de voir exprimée par les Délégués de Grande-Bretagne, d'Alle-

adjourning the Conference. He agreed with the Delegate of France in thinking that the Conference might proceed with the discussion of other matters, and leave Mr. Sienkiewicz to refer, in the meantime, to his Government for instructions on the special point at issue. He had no objection to the adjournment of the Conference in the ordinary manner, but did not approve of such adjournment merely because the French Delegate had signified his acceptance *ad referendum*. It was untenable ground to assume. The work of the Conference in regard to treaty revision, whatever it might be, would be submitted (*ad referendum*, if any one was disposed to insist upon the use of that expression) to the respective Governments represented, only as an *entirety* and not proposition by proposition. Mr. Hubbard was of opinion, that his honorable French Colleague did accept the proposition and amendment, subject to his objections which were of record, and that he left the final decision to his Government. In reality what more could any Delegate do? Mr. Hubbard, for his own part, could not pledge his Government in advance; he could only express his hope and belief as to what its action would be after the labors of the Conference had been completed.

Mr. de Martino had much pleasure in supporting the proposal of his honorable Colleague the Delegate of Great Britain, that the Conference should adjourn for a week, and that the discussion should be resumed at the next meeting at the stage which it had reached when the present meeting adjourned.

Mr. Sienkiewicz repeated that he could not understand why the labors of the Conference should be suspended because he had thought it necessary to reserve the answer of his Government upon a special point. He was convinced that the answer would arrive in good time, and he had as much interest as anybody else that the Conference should continue and conclude its labors.

The President said that he would have preferred to have seen the question as to whether the Conference should be postponed until the Delegate of France should have received instructions from his Government on the point at issue settled at once, but he would defer to the views expressed on this subject by the Delegates

of Great Britain, Germany, and Italy. He, therefore, proposed that the Conference should adjourn for a week, and that the discussion on the question of the acceptance by the Delegate of France should be resumed at the next meeting at the stage which it had reached when the present meeting adjourned.

Mr. Hubbard said that he must repeat his objection to the Conference being adjourned on the ground of the vote given by the Delegate of France.

Mr. Neyt said that it seemed to him to be hardly fair to exercise pressure upon his honorable Colleague the Delegate of France in order to induce him to formulate his vote, which was clearly affirmative, in certain specified terms. He felt bound to observe, moreover, that the proposition of Sir Francis Plunkett to adjourn the Conference until the Delegate of France should have had time to ask for, and to receive instructions from his Government upon a special point under discussion was of a nature to create a precedent which might lead to inconvenience. There was not one of the other Delegates who might not at any moment find himself in some embarrassment in regard to the interpretation of his instructions, and might not claim as a right what it was sought to-day to impose as an obligation on the Delegate of France. The result might then be that each of the Delegates might demand the adjournment of the Conference until he should have had the time necessary to enable him to telegraph to his Government before giving his vote whatever it might be. If the Conference were to adjourn for a week, the ordinary interval which separated the sittings, the Delegate of Belgium demanded that this should be done without assigning any special reason, and in the usual manner.

Mr. van der Pot said that he agreed entirely with the observations of his honorable colleague, the Delegate of Belgium.

Mr. de Martino asked the President to clear up the point as to whether, as all the Delegates were invested with Full Powers and were on a footing of perfect equality with each other, each Delegate was entitled to qualify his vote on every question with an *ad referendum* reservation. If such were the case, he begged to call the attention of the Conference to the fact that, as such reservations by one or other of the Delegates might occur in regard to nearly

gués sur chaque article, pour ainsi dire, de la Convention, il pourrait arriver qu'on s'aperçût, une fois les travaux de la Conférence terminés, que rien n'a été fait, et que la Conférence est obligée de tout recommencer.

Le Président déclare s'associer entièrement aux observations du Délégué d'Italie. Si chaque Délégué devait adopter le système consistant à réserver sa réponse pour en référer à son Gouvernement, sur chacun des points sur lesquels il serait appelé à se prononcer, il en résulterait de graves inconvénients. Il va de soi, évidemment, que chaque Gouvernement se réserve le droit de ratification; mais l'orateur considère que, dans cette Conférence, il négocie avec des Plénipotentiaires munis des mêmes pouvoirs que lui-même, et il se croit obligé de déclarer, par suite, qu'il est hautement opposé à la création d'un précédent comme celui auquel conduirait ce système de réserves faites en vue de demander des instructions; auquel fait allusion le Délégué d'Italie.

M. Sienkiewicz réplique qu'il ne s'agit pas ici de créer un précédent, mais bien, et seulement, d'appliquer une règle admise et de reconnaître l'exercice d'un droit formel. Nier ce droit, ce serait non seulement interdire à des Délégués l'usage d'une formule à laquelle ils peuvent avoir besoin de recourir; mais ce serait aussi,—et cette conséquence serait autrement grave,—donner à une majorité la possibilité d'exercer une pression absolue sur un Délégué en le mettant dans l'alternative ou d'accepter une proposition qu'il n'approuve pas, ou, s'il se refuse à l'accepter, d'assumer la responsabilité d'une suspension, sinon même d'une rupture des négociations. Or, le droit diplomatique ne saurait être douteux sur ce point, et le Délégué de France n'hésite pas à l'invoquer en sa faveur.

M. Schévitch croit que le moyen le plus simple d'en finir avec cette pénible discussion serait d'insérer au protocole le vote de M. Sienkiewicz en termes spécifiant que le Délégué de France accepte l'Article III et l'amendement du Délégué de Russie *ad referendum*.

M. Sienkiewicz acquiesce à cette proposition.

Sir Francis Plunkett fait observer que la discussion lui paraît s'écarter de la question. Si elle devait se prolonger, il se verrait dans la nécessité

every Article of the Convention, it would be found at the conclusion of the labors of the Conference that no work had been done, and the Conference would have to begin its labors all over again.

The President said that he concurred entirely in the observations of the Delegate of Italy. If each Delegate were to adopt the system of reserving for reference to his Government each point on which his vote was demanded great inconvenience would be the result. It was of course understood that each Government reserved to itself the right of ratification, but he considered that in the present Conference he was treating with Plenipotentiaries furnished with the same Full Powers as himself, and he must, therefore, declare himself strongly opposed to the creation of any such precedent as that to which the system of reference for instructions referred to by the Delegate of Italy would lead.

Mr. Sienkiewicz replied that there was no question of creating a precedent. The question was simply and purely one of the application of an admitted rule and the recognition of a formal right. To deny this right would be not only to deprive Delegates of the use of a formula to which they might be obliged to have recourse; but it would also be to give, and this result was much more serious, to a majority the power of exercising absolute pressure upon a Delegate by placing him under the alternative of accepting a proposition of which he did not approve, or, if he refused to give his approval, of assuming the responsibility for a suspension, if not a rupture, of negotiations. Diplomatic usage left no possible doubt on this point, and the Delegate of France had no hesitation in invoking it in his favor.

Mr. Schévitch thought that the simplest plan in order to put an end to this *principal painful* discussion would be to insert the vote of Mr. Sienkiewicz in the Protocol in terms specifying that the Delegate of France accepted Article III and the amendment of the Delegate of Russia *ad referendum*.

Mr. Sienkiewicz signified his assent to this proposition.

Sir Francis Plunkett observed that the discussion was, in his opinion, wandering from the point at issue. If it were to be continued

d'importuner la Conférence de nouvelles observations à ce sujet. Il croit donc utile de rappeler qu'il a déposé une proposition tendant à ce que la Conférence s'ajournât à huitaine, et que cette proposition est encore sans réponse.

Bien qu'il ne puisse partager la manière de voir exprimée par son honorable collègue le Délégué de France, Sir Francis Plunkett considère qu'il ne serait que juste et raisonnable de laisser à M. Sienkiewicz tout le temps d'examiner la question, car il n'est aucun des Délégués auquel il ne puisse arriver de se trouver, à un moment donné, dans une situation analogue.

M. Sienkiewicz répond qu'à la prochaine séance il ne pourra que répéter ce qu'il a dit à celle-ci. Il réitère, d'ailleurs, son acquiescement à la proposition du Délégué de Russie relative à l'insertion de son vote au protocole sous la forme précitée.

M. de Martino demande la permission de rappeler à la Conférence la règle établie par elle à la première séance, et d'après laquelle "toute proposition nouvelle d'un caractère important devra être rédigée par écrit et ne pourra être discutée qu'à la séance suivante, et après avoir été soumise aux Délégués en double texte anglais et français." Il propose, en conséquence, que l'amendement du Délégué de Belgique soit déposé sur la table de la Conférence et que la discussion en soit renvoyée à la prochaine séance.

M. Neyt dit qu'à la prochaine séance donc, il demandera aux Délégués de vouloir bien examiner l'amendement à l'Article III qu'il a précédemment proposé et qu'il a l'honneur de déposer sur la table de la Conférence.

Le Président prend acte du dépôt de l'amendement du Délégué de Belgique à l'Article III, et il ajoute que cet amendement sera mis en discussion à la prochaine séance.

Le Président propose alors que la Conférence s'ajourne au lundi 22 novembre, à deux heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 5 heures moins un quart.

he should have to trouble the Conference with further observations on the subject. He thought, therefore, that it would be well for him to call attention to the fact that he had proposed that the Conference should adjourn for a week, and that that proposition was still before the meeting.

Although he could not agree with the views expressed by his honorable Colleague the Delegate of France he thought it was only reasonable and fair that full time for the consideration of the matter should be given to Mr. Sienkiewicz, for any other Delegate might find himself at any time placed in the same position.

Mr. Sienkiewicz replied that at the next sitting he could only restate what he had said on the present occasion. He desired, moreover, to repeat his assent to the proposition of the Delegate of Russia with regard to the insertion of his vote in the terms previously specified.

Mr. de Martino begged to remind the Conference of the rule which had been established at the first meeting, namely, that "any new proposition of an important nature should be drawn up in writing, and could only be discussed at the meeting following that at which it was brought forward, and after having been submitted to the Delegates in both the English and French texts;" and he proposed, therefore, that the amendment of the Belgian Delegate should be placed on the table of the Conference, and be reserved for discussion at the ensuing meeting.

Mr. Neyt said that at the next meeting of the Conference he should ask the Delegates to give their consideration to the amendment on Article III which he had proposed, and which he would now lay on the table of the Conference.

The President took note of the fact that the amendment of the Belgian Delegate to Article III had been deposited on the table of the Conference, and said that it would be discussed at the next sitting.

The President then proposed that the Conference should adjourn until Monday the 22nd November, at 2 o'clock in the afternoon.

This proposition was accepted and the meeting terminated at a quarter to 5 o'clock.

Signé:

SIENKIEWICZ
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Signed:

INOUE KAORU.
AOKI SIUZO.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original:

Certified to be a correct copy:

BARON DE SEEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

PROTOCOLE N^o 11.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1886.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour la Russie:

M. Schévitch;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour Hawaii:

M. Irwin;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben.

Le Président fait connaître que le protocole de la séance du 9 novembre est prêt à être signé, et il propose qu'il soit procédé à sa signature. Il ajoute qu'il n'a pas été possible de préparer à temps pour qu'il pût être signé à la présente séance le dernier protocole, (celui de la séance du 15), mais que ce document sera soumis à la signature à la prochaine réunion.

Il est alors procédé à la signature du protocole N^o 9.

PROTOCOL N^o 11.

MEETING OF THE 22ND NOVEMBER 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For Russia:

Mr. Schévitch;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Hawaii:

Mr. Irwin;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben.

The President said that the Protocol of the 9th instant was ready for signature, and proposed that it should be signed by the Delegates; he added with regard to the Protocol of the last meeting (that of the 15th instant,) that it had been found impossible to prepare it in time for signature at the present meeting, but that it would be presented for signature at the next meeting of the Conference.

Protocol No. 9 was then signed.